



## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Direction générale de l'alimentation  
 Service de la Prévention des Risques Sanitaires de la Production  
 Primaire  
 Sous-direction de la Santé et de la Protection Animale  
 Bureau des Intrants et de la Santé Publique en Elevage  
 Adresse : 251 rue de Vaugirard  
 75 732 PARIS CEDEX 15  
 Suivi par : J-P HAUTIER  
 Tél : 01.49.55.86.26  
 Courriel institutionnel : bispe.sdspa.dgal@agriculture.gouv.fr  
 NOR : AGRG1229707N  
 Réf. Interne : 120709\_JPH\_VSB\_2012\_2013  
 MOD10.21 E 01/01/11

**NOTE DE SERVICE**  
**DGAL/SDSPA/N2012-8169**

**Date: 18 juillet 2012**

Date de mise en application : Immédiate  
 Abroge et remplace : Lettre à diffusion limitée DGAL/SDSPA/2012-0112 du 20 février 2012 : visites sanitaires bovines - Information concernant le lancement  
 Date d'expiration : 31 décembre 2013  
 Date limite de réponse/réalisation : Néant  
 Nombre d'annexes : 2  
 Degré et période de confidentialité : Tous publics

**Objet :** Visite sanitaire bovine : Campagne 2012/2013 - Bilan 2011

**Références :**

- Règlement (CE) n° 852/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires (notamment l'annexe I relative à la production primaire) ;
- Règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux ;
- Règlement (CE) n° 183/2005 du Parlement européen et du Conseil du 12 janvier 2005 établissant des exigences en matière d'hygiène des aliments pour animaux ;
- Arrêté du 28 décembre 2007 constituant un réseau de surveillance et de prévention des risques sanitaires dans la filière bovine dénommé "réseau national des visites sanitaires bovines"

**Résumé :**

Une visite sanitaire obligatoire doit être réalisée dans tous les élevages bovins hors centres d'insémination artificielle. La présente note a pour objet de lancer officiellement la campagne 2012 – 2013 de visites sanitaires bovines. Le bilan quantitatif des visites sanitaires de la campagne 2011 est annexé.

**Mots-clés :** Visites sanitaires bovines - campagne 2012 – 2013 – bilan 2011

| <b>Destinataires</b>  |  |
|---|--|
| <p><b>Pour exécution :</b><br/>           DDPP/DDCSPP<br/>           DAAF Martinique, Guyane, Réunion, Guadeloupe<br/>           DRAAF (suivi d'exécution A)<br/>           DDTM<br/>           SIVEP</p> | <p><b>Pour information :</b><br/>           ANSES<br/>           FNB<br/>           FNPL<br/>           GDS France<br/>           SNGTV<br/>           SNVEL</p> |

## **1. Calendrier de la campagne 2012-2013**

Cette campagne se déroulera en deux temps :

- les exploitations bovines à numéro EDE pair sont à visiter avant le 31 décembre 2012. La mise en ligne des exploitations à visiter sera faite au plus tard le 1er août prochain. Les vétérinaires sanitaires ont jusqu'au 31 janvier 2013 pour saisir les données relatives à ces visites sur le portail de téléprocédure ;
- les exploitations bovines à numéro EDE impair sont à visiter entre le 1er janvier et le 31 décembre 2013. La mise en ligne des exploitations à visiter en 2013 sera faite à partir du 1er janvier 2013. Les vétérinaires sanitaires ont jusqu'au 31 janvier 2014 pour saisir les données relatives à ces visites sur le portail de téléprocédure.

La répartition selon le numéro EDE permet de s'assurer que le nombre de visites réalisé sur les 12 mois de l'année 2013 ne sera pas supérieur à 50% du nombre total de visites à effectuer sur la période 2012-2013. En effet, le budget étant annualisé, il permet de financer chaque année un nombre de visites équivalent à 50% du nombre total d'exploitations bovines.

Comme lors des campagnes précédentes, la liste des exploitations à visiter est établie par la DGAI, avec possibilité pour les DD(CS)PP/DAAF d'apporter des modifications à la programmation, comme l'ajout ou la suppression de visites ainsi que l'affectation de visite à un vétérinaire sanitaire ou à un autre vétérinaire sanitaire, notamment lorsque la visite est affectée à la DD(CS)PP/DAAF.

Lorsqu'une exploitation compte :

- plusieurs numéros EDE : il n'est affecté, comme pour les campagnes précédentes, qu'une seule visite sanitaire au cours de la campagne 2012-2013;
- à la fois un numéro EDE pair et un numéro EDE impair, la visite sanitaire de cette exploitation est affectée sur l'année 2013.

Les exploitations à EDE pair visitées au premier semestre 2012 (environ 10 000) sur la base du formulaire précédent ne sont pas reprises dans la liste des exploitations à visiter d'ici la fin 2012.

Les centres d'insémination artificielle ne font pas l'objet de la visite sanitaire obligatoire.

Les listes des exploitations à visiter seront accessibles au plus tard le 1er août prochain sur le portail de téléprocédure (<https://acces.agriculture.gouv.fr/sigal-vsbf/> ). Le nom d'utilisateur et le mot de passe à indiquer par le vétérinaire sanitaire pour un accès sécurisé aux visites qui lui sont affectées sont définis sur le portail de téléprocédure.

## **2. Contenu de la visite 2012-2013**

A la suite du rapport du Conseil Général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux sur "*La visite sanitaire bovine - Perceptions et attentes - Pistes d'évolution*" et des concertations menées avec les organisations professionnelles vétérinaires et agricoles, un nouveau formulaire et un nouveau guide du vétérinaire ont été rédigés. Ces documents sont annexés à la présente note et seront accessibles au plus tard le 1er août prochain sur le site de téléprocédure (rubrique « Documents et information »).

Le nouveau formulaire est désormais focalisé sur deux thématiques : "santé animale" et "pharmacie vétérinaire". Elle comprend une page libre pour des commentaires et une fiche d'information sur l'antibiorésistance à remettre et à commenter à l'éleveur.

L'accès au nouveau modèle de fiche d'élevage comprenant des éléments relatifs à l'exploitation à visiter sera disponible d'ici fin 2012. Dans l'attente, le vétérinaire sanitaire aura accès aux données actualisées selon l'ancien format de fiche d'élevage.

Le formulaire complété, y compris la page de commentaires est à archiver 5 ans dans le registre d'élevage. Un double est conservé 5 ans par le vétérinaire sanitaire.

### **3. Saisie des données par téléprocédure**

Pour cette campagne 2012-2013, il n'est pas demandé au vétérinaire sanitaire de saisir par téléprocédure des données recueillies au cours de chacune des visites. Même s'il demeure dans un premier temps le masque de saisie correspondant au formulaire de la campagne 2011 (c'est-à-dire celui avec des conclusions de rubrique et des données déclaratives), le vétérinaire sanitaire ne devra pas le remplir. Ce masque de saisie sera supprimé d'ici fin 2012.

Il est ainsi demandé aux vétérinaires de saisir uniquement la date de réalisation de la visite. Cette donnée permettra de payer la visite au vétérinaire sanitaire à hauteur de 8 actes médicaux vétérinaires (AMV) par visite. Le cas échéant, le vétérinaire sanitaire saisit également les motifs de non réalisation de la visite (établissement/atelier fermé, plus de bovin ou refus de visite). D'ici fin 2012, il sera ajouté aux données à saisir systématiquement le numéro SIRET de l'établissement vétérinaire auquel le paiement sera adressé. Dans l'attente, la DD(CS)PP/DAAF mettra à jour, comme pour les campagnes précédentes, ce SIRET lors du constat du service fait.

Il importe cependant de pouvoir valoriser les visites sanitaires en analysant d'un point de vue épidémiologique et statistique un échantillon de visites réalisées. Pour cet échantillon de visites, il sera demandé au vétérinaire sanitaire de saisir l'ensemble des réponses aux questions de la grille (rubriques 1 à 7). Ces réponses seront anonymisées pour leur exploitation épidémiologique et statistique.

Afin que l'échantillon de visites soit représentatif de l'ensemble des visites réalisées, 4500 visites devront faire l'objet d'une saisie complète des données recueillies au cours de la visite. Ces visites seront choisies de façon aléatoire par la DGAI. Le vétérinaire sanitaire ne saura qu'il s'agit d'une visite pour laquelle il est demandé de saisir l'ensemble des réponses, qu'au moment d'en saisir la date de réalisation. Etant donné que certaines visites choisies au hasard s'avèreront être finalement non réalisables (6% au titre de la campagne 2011), un total de 4800 visites sera choisi au hasard au cours de la campagne 2012-2013, ce qui devrait permettre de disposer de 4500 visites réalisées et dont l'ensemble des données sera saisi par téléprocédure par le vétérinaire sanitaire.

Les visites réalisées pour lesquelles il sera fait une saisie complète des données seront également payées 8 AMV. Il a été opté pour un montant unique de la visite, identique aux campagnes précédentes, qu'il n'y ait qu'une seule donnée saisie (la date) ou l'ensemble des données saisies (pour 4500 visites). En effet, la quantité de données à saisir n'est pas plus important qu'auparavant.

En effet, 11 données étaient précédemment saisies pour chacune des visites réalisées : la date, 7 données de conclusion et 3 données déclaratives. Avec le dispositif 2012-2013, les vétérinaires saisiront 2 données (la date et le N°SIRET) pour un nombre estimé à 150 000 visites réalisées d'ici le 31 décembre 2013 et 40 données pour les 4500 visites donnant lieu à une exploitation statistique.

### **4. Bilan quantitatif de la campagne 2011**

Le bilan quantitatif est détaillé par département en annexe 2. En résumé et au niveau national :

|  |         |
|--|---------|
| Nombre de visites programmées                  | 110 844 |
| Nombre de visites réalisées                    | 93 497  |
| Taux de réalisation                            | 89.37%  |
| <b>Conclusion générale des visites :</b>       |         |
| Satisfaisant (S) : 84 787 visites, soit 90.8%  |         |
| A améliorer (A) : 8313 visites, soit 8.9%      |         |
| Non satisfaisant (NS) : 281 visites, soit 0.3% |         |

|  |
|--|
| Nombre de visites non réalisées : 17 347 |
| <b>Motif de non réalisation :</b>        |
| Délai dépassé : 11 121 (64,2%)           |
| Plus de bovins : 3678 (21,2%)            |
| Etablissement fermé : 1724 (10%)         |
| Atelier fermé : 433 (2.5%)               |
| Refus de visite : 387 (2.2%)             |

Vous voudrez bien informer, dès réception de cette note, les vétérinaires sanitaires de votre département de ces dispositions, en leur demandant de bien vouloir réaliser le maximum de visites dans les exploitations bovines d'ici le 31 décembre 2012 et ce, malgré une période plus courte que celle à effectuer en 2013.

Vous voudrez bien me tenir informé des difficultés éventuellement rencontrées.

Le Directeur Général Adjoint  
Chef du Service de la Coordination  
des Actions Sanitaires – C.V.O.  
Jean-Luc ANGOT

## ANNEXE 1

### VISITE SANITAIRE BOVINE

|                               |
|-------------------------------|
| Code barre<br>N° intervention |
|-------------------------------|

Fiche d'élevage fournie déjà remplie au vétérinaire sanitaire à partir du portail de téléprocédure  
Les données sont celles du jour de l'édition du document

#### **Site d'élevage visité :**

Raison sociale :

n° EDE :

n° SIRET :

Nom et prénom du responsable :

adresse :

commune :

Téléphone :

#### **Effectif bovin :**

Moins de 6 semaines

De 6 semaines à 6 mois :

De 6 mois à 12 mois :

De 12 mois à 24 mois :

Plus de 24 mois (mâles) :

Plus de 24 mois (femelles) :

**Total :**

#### **Vétérinaire sanitaire**

Nom, prénom :

n° ordinal :

adresse :

Téléphone :

e-mail :

## VISITE SANITAIRE BOVINE

La visite sanitaire permet à chaque éleveur de bénéficier des conseils de son vétérinaire sanitaire sur certains points de maîtrise sanitaire de l'élevage : la santé animale (en particulier la prévention de la tuberculose bovine) et l'utilisation des antibiotiques. La visite sanitaire permet ainsi à l'éleveur d'envisager des solutions aux éventuels problèmes et ce, avant que ceux-ci ne soient générateurs de dangers pour le consommateur ou les animaux. Les données relevées au cours de la visite ne seront pas remontées à la DD(CS)PP. Seule une analyse statistique de quelques milliers de formulaires pris au hasard et rendus anonymes sera conduite. Ce document complété est à conserver au moins 5 ans dans le registre d'élevage. Une copie est à conserver au moins 5 ans par le vétérinaire sanitaire.

### **1. Contention**

#### **Question 1**

Lors des deux dernières campagnes de dépistage collectif (tuberculination ou autre prophylaxie), combien d'animaux qui devaient être testés n'ont pas pu l'être en raison de problèmes de contention ?

|   |  |
|---|--|
| moins de 5 animaux, et tous âgés de moins de 24 mois      |  |
| moins de 5 animaux, dont certains âgés de plus de 24 mois |  |
| 5 animaux et plus, tous âgés de moins de 24 mois          |  |
| 5 animaux et plus, dont certains âgés de plus de 24 mois  |  |
| sans objet  |  |

#### **Question 2**

Y a-t-il eu un ou plusieurs accidents (personnes ou animaux) lié(s) à la contention des animaux à l'occasion des opérations de dépistage au cours des deux ans précédents ?

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| non                                |  |
| oui avec dégât matériel uniquement |  |
| oui avec animal blessé             |  |
| oui avec personne blessée          |  |
| pas d'opération de dépistage       |  |

#### **Question 3**

Pour la réalisation des opérations de dépistage prophylactique (tuberculination ou autre prophylaxie), combien de personnes sont (seraient) généralement mobilisées en plus du vétérinaire ?

|           |  |
|-----------|--|
| 0         |  |
| 1         |  |
| 2         |  |
| 3         |  |
| 4 ou plus |  |

### **2. Biosécurité**

#### **Question 4**

Combien d'autres exploitations ont des troupeaux bovins qui pâturent sur des parcelles contiguës à celle(s) de votre exploitation y compris de façon occasionnelle (voisins de pâtures) ?

|            |  |
|------------|--|
| 0          |  |
| 1 à 3      |  |
| 4 à 10     |  |
| plus de 10 |  |

#### **Question 5**

Connaissez-vous tous vos voisins de pâtures ?

|     |  |
|-----|--|
| Oui |  |
| Non |  |

Parmi vos voisins de pâtures, y en a-t-il qui ont une activité de négociant ou partagent une même pâture à plusieurs ?

|             |  |
|-------------|--|
| Oui         |  |
| Non         |  |
| Ne sait pas |  |

#### **Question 6**

Codes postaux des départements dans lesquels les bovins de l'exploitation pâturent :

#### **Question 7**

Pensez-vous que les clôtures permettent une bonne séparation entre votre troupeau et ceux des exploitations voisines ?

|                                 |   |   |  |
|---------------------------------|---|---|--|
| Non car il n'y a pas de clôture | En partie car des contacts mufle à mufle sont possibles | En partie car des franchissements occasionnels sont possibles | Oui car les clôtures interdisent les contacts entre animaux et le franchissement de la clôture |
|                                 |   |   |  |

### Question 8

Lors des deux années précédentes, combien de fois est-il arrivé que des bovins de votre exploitation soient mélangés accidentellement à des bovins appartenant à des troupeaux d'autre(s) exploitation(s) ?

|                |  |
|----------------|--|
| Jamais         |  |
| 1 fois         |  |
| 2 ou 3 fois    |  |
| plus de 3 fois |  |

### Question 9

Lors des deux années précédentes, est-il arrivé que les bovins aillent en pâturage commun avec des bovins appartenant à des troupeaux d'autres exploitations (pâturage communale, estive, pension, vente d'herbe sur pied...)?

|     |  |          |  |     |  |
|-----|--|----------|--|-----|--|
| Oui |  | Si oui : | Aviez-vous connaissance du statut sanitaire des animaux avec lesquels vos animaux ont été mélangés ? | Oui |  |
| Non |  |          |  | Non |  |

### Question 10

Lors des deux années précédentes, est-il arrivé que les bovins soient prêtés ou mis en pension, conduisant à un mélange de bovins appartenant à des troupeaux de différentes exploitations (mise en pension, prise en pension, taureaux commun...)?

|     |  |          |  |     |  |
|-----|--|----------|--|-----|--|
| Oui |  | Si oui : | Aviez-vous connaissance du statut sanitaire des animaux avec lesquels vos animaux ont été mélangés ? | Oui |  |
| Non |  |          |  | Non |  |

## 3. Dépistage des mouvements

### Question 11

Lorsqu'un bovin est introduit dans votre élevage et qu'il subit des tests de contrôle à l'introduction, est-il isolé des autres animaux en attendant le résultat des tests ?

|          |  |
|----------|--|
| toujours |  |
| parfois  |  |
| jamais   |  |

## 4. Dépistage de la tuberculose

### Question 12

L'élevage est-il soumis au dépistage "tuberculose" ?

|     |  |
|-----|--|
| Oui |  |
| Non |  |

Si non, passez directement à la question 16

### Question 13

En hiver, dans les conditions actuelles de réalisation de tests tuberculiques et en l'absence d'incidents, combien de demi-journées sont nécessaires pour assurer :

13.1. la réalisation de tuberculinations sur :

- l'ensemble des animaux de plus de 24 mois du troupeau ? \_\_\_\_\_
- l'ensemble des animaux de plus de 6 mois du troupeau ? \_\_\_\_\_

13.2. la lecture des résultats de tuberculinations sur :

- l'ensemble des animaux de plus de 24 mois du troupeau ? \_\_\_\_\_
- l'ensemble des animaux de plus de 6 mois du troupeau ? \_\_\_\_\_

### Question 14

Lors de la dernière opération d'**intradermo tuberculination** les animaux étaient (*cette question porte sur toute la durée de l'opération, plusieurs réponses peuvent être cochées si les situations étaient différentes d'une demi-journée à l'autre*) :

|   |  |
|---|--|
| attachés aux cornadis   |  |
| dans un couloir de contention permettant l'accès facile à l'encolure        |  |
| dans un couloir de contention ne permettant pas l'accès facile à l'encolure |  |
| libres dans la stabulation  |  |
| autre   |  |

### Question 15

Lors de la dernière opération de **lecture** des résultats de tuberculination, les animaux étaient (*cette question porte sur toute la durée de l'opération, plusieurs réponses peuvent être cochées si les situations étaient différentes d'une demi-journée à l'autre*) :

|   |  |
|---|--|
| attachés aux cornadis   |  |
| dans un couloir de contention permettant l'accès facile à l'encolure        |  |
| dans un couloir de contention ne permettant pas l'accès facile à l'encolure |  |
| libres dans la stabulation  |  |
| autre   |  |

## 5. Suivi sanitaire permanent (pharmacie vétérinaire)

### Question 16

Avez-vous opté pour le suivi sanitaire permanent comprenant bilan sanitaire, protocole de soins et visites régulières de suivi ?

|   |  |
|---|--|
| Non, aucun bilan sanitaire ni protocole de soins n'ont été établis.   |  |
| Si oui, combien de bilans sanitaires et de protocoles de soins ont-ils été établis ?  |  |
| Si oui, combien de mois, arrondis à l'entier inférieur, se sont-ils écoulés entre la date du bilan sanitaire d'élevage et des protocoles de soins et la date de la dernière prescription hors examen clinique ? |  |

### Question 17

Dans le cadre du protocole de soins, des visites régulières de suivi sont-elles effectuées?

|   |     |
|---|-----|
| Non   |     |
| Si oui, combien de mois (arrondis à l'entier inférieur) se sont-ils écoulés depuis la dernière visite prescription-délivrance ? |     |
| Si oui, cette visite a-t-elle été effectuée à l'occasion d'un autre déplacement du vétérinaire dans l'élevage ?                 | Oui |
|   | Non |

### Question 18

Des mesures sanitaires sont-elles définies dans le protocole de soins pour les maladies prioritaires ayant une composante bactérienne ?

|   |  |
|---|--|
| Non, il n'y a pas de mesures sanitaires définies                                |  |
| Non, car il n'y a pas d'infection bactérienne listée dans le protocole de soins |  |
| Si oui, ont-elles effectivement été mises en place ?                            |  |
| <i>A = entièrement réalisées, B = en partie, C = pas du tout réalisées</i>      |  |

### Question 19

Si oui à la question 18, des mesures de prévention vaccinale sont-elles définies dans le protocole de soins pour les affections d'origine bactérienne listées dans le protocole de soins ?

|  |  |
|--|--|
| Non, car il n'y pas de vaccins disponibles pour les affections listées                                 |  |
| Non, car les mesures sanitaires sont en mesure de permettre une amélioration de la situation sanitaire |  |
| Non, mais il existe des vaccins disponibles pour les affections listées                                |  |
| Si oui, ont-elles effectivement été mises en place ?   |  |
| <i>A = entièrement réalisées, B = en partie, C = pas du tout réalisées</i>                             |  |

## 6. Modalités de prescription et d'utilisation des antibiotiques

### Question 20

Le vétérinaire va dans l'armoire à pharmacie. Dans celle-ci, existe-t-il un médicament vétérinaire contenant au moins un antibiotique ?

|     |  |
|-----|--|
| Oui |  |
| Non |  |

S'il en existe plusieurs et pour la suite de l'exercice, le vétérinaire choisit l'un d'entre eux dans l'ordre décroissant de préférence parmi les 3 choix figurant dans le tableau ci-après. Dans tous les cas, il indique le choix fait en cochant la case correspondante.

Si non, demandez à l'éleveur la dernière ordonnance ayant permis de prescrire et de délivrer un ou plusieurs médicaments vétérinaires contenant un antibiotique et complétez le tableau ci-après de la même manière.

|   |  |
|---|--|
| Un médicament vétérinaire contenant un antibiotique critique devant être administré par voie parentérale ou per os. <i>NB : les antibiotiques critiques sont ceux appartenant à la famille des Céphalosporines de 3ème et 4ème génération ou à celle des Fluoroquinolones</i> |  |
| Un médicament vétérinaire contenant un antibiotique non critique devant être administré par voie parentérale ou per os  |  |
| Un médicament vétérinaire contenant un antibiotique devant être administré par voie locale  |  |

### Question 21

|   |     |
|---|-----|
| Quel est le nom de spécialité du médicament vétérinaire choisi ?  |     |
| La spécialité utilisée pour les bovins dispose-t-elle d'une autorisation de mise sur le marché pour l'espèce bovine ? | Oui |
|   | Non |

**Question 22**

A quelle (s) famille(s) le ou les antibiotiques contenus dans la spécialité apparten(nent)-il(s)? (dans la dernière colonne, mettre une croix dans la ou les cellule(s) concernée(s)).

|                                      |   |  |
|--------------------------------------|---|--|
| Antibiotiques critiques              | Céphalosporines de 3ème ou de 4ème génération |  |
|                                      | Fluoroquinolones                              |  |
| Autre (s) famille(s) d'antibiotiques | Aminoglycosides                               |  |
|                                      | B lactamines                                  |  |
|                                      | Lincosamides                                  |  |
|                                      | Macrolides                                    |  |
|                                      | Phénicols                                     |  |
|                                      | Pleuromutilines                               |  |
|                                      | Polypeptides                                  |  |
|                                      | Sulfamides                                    |  |
|                                      | Tétracyclines                                 |  |
| Autres                               |   |  |

**Question 23 : modalités de prescription**

L'ordonnance est-elle présente ?

|     |  |
|-----|--|
| Non |  |
| Oui |  |

Si non, passez directement à la question 24

Si oui, d'après l'ordonnance ayant permis sa délivrance et sa détention, le médicament vétérinaire choisi a-t-il été prescrit ?

|  |  |
|--|--|
| Pour une affection prévue dans le protocole de soins                             |  |
| Suite à un examen clinique   |  |
| Pour une affection non prévue dans le protocole de soins et sans examen clinique |  |

**Question 24 : modalités d'utilisation**

La dernière utilisation correspond-elle au traitement ?

|   |  |
|---|--|
| De la même affection prévue dans le protocole de soins  |  |
| D'une autre affection prévue dans le protocole de soins |  |
| De l'affection ayant fait l'objet d'un examen clinique  |  |
| Aucune des propositions précédentes                     |  |

**Question 25**

Lors de la dernière utilisation, en plus de la spécialité retenue, combien d'autre(s) antibiotique(s) l'animal a-t-il reçu en même temps ? Indiquer à quelle(s) famille(s) appartiennent ces antibiotique(s).

|           |  | Famille(s) selon liste figurant à la question 22 |
|-----------|--|--|
| 0         |  |  |
| 1         |  |  |
| 2 ou plus |  |  |

**Question 26**

Interrogez l'éleveur : « De votre propre initiative, vous arrive-t-il d'utiliser ce médicament pour d'autres maladies? »

|     |  |
|-----|--|
| Oui |  |
| Non |  |

**7. Utilisation de l'ordonnance donnant lieu à l'exercice****Question 27**

Avant d'utiliser le médicament vétérinaire, relisez-vous l'ordonnance ?

|              |  |
|--------------|--|
| Oui toujours |  |
| Souvent      |  |
| Parfois      |  |
| Jamais       |  |

**Question 28**

Les mentions réglementaires sont-elles toutes présentes sur l'ordonnance donnant lieu à l'exercice? (une mention incomplète ou illisible doit être considérée comme une mention absente, voir à la fin du guide du vétérinaire sanitaire, le rappel des mentions réglementaires de l'ordonnance)

|     |  |
|-----|--|
| Oui |  |
| Non |  |

**Question 29**

Si l'ordonnance est manuscrite, faire lire l'ordonnance par l'éleveur. A-t-il réussi à lire toutes les mentions de l'ordonnance sans erreur? Si l'ordonnance est imprimée, cocher la case Sans Objet.

|            |  |
|------------|--|
| Oui        |  |
| Non        |  |
| Sans objet |  |

**Question 30**

Interroger l'éleveur : « Pour chacune des 3 mentions de l'ordonnance figurant ci-dessous (a, b et c), diriez vous que vous respectez la mention concernée » :

|   | toujours | très fréquemment | souvent | parfois | jamais |
|---|----------|------------------|---------|---------|--------|
| <b>a</b> Le schéma thérapeutique (dose, durée, fréquence ou voies d'administration) |          |                  |         |         |        |
| <b>b</b> Le temps d'attente   |          |                  |         |         |        |
| <b>c</b> L'identification des animaux sur l'ordonnance                              |          |                  |         |         |        |

**Question 31**

Au cours des douze derniers mois, combien de traitements ont-ils été effectués avec cette spécialité et enregistrés dans le registre d'élevage ? (NB 1 : si un animal a été traité plusieurs fois, prendre en compte le nombre total de traitements, NB 2 : au delà de 10 traitements, fournir une estimation à 10 % près).

**Question 32**

Le dernier traitement réalisé avec l'ordonnance a-t-il été enregistré dans le registre d'élevage ? Cette question doit être l'occasion pour le vétérinaire d'insister sur les intérêts à la fois réglementaires et techniques du registre d'élevage.

|     |  |
|-----|--|
| Oui |  |
| Non |  |

8. COMMENTAIRES/CONSEILS DU VETERINAIRE SANITAIRE

Date de la visite :

Éleveur (nom et signature)

Vétérinaire sanitaire (nom et signature)

Ce document est à conserver au moins 5 ans dans le registre d'élevage.  
Une copie est à conserver au moins 5 ans par le vétérinaire sanitaire.

## REDUIRE L'UTILISATION DES ANTIBIOTIQUES EN ELEVAGE : UN ENJEU MAJEUR DE SANTE PUBLIQUE

Les antibiotiques sont indispensables à la conduite de l'élevage mais, pour préserver leur efficacité, seules les quantités strictement indispensables doivent être utilisées.

Chaque éleveur a un rôle à jouer dans la lutte contre l'antibiorésistance, en respectant des règles simples d'utilisation, pour le bénéfice conjoint de la santé publique et de l'économie de l'élevage.



### Recommandations

Chaque éleveur peut participer avec l'ensemble des acteurs concernés à la lutte contre l'antibiorésistance en respectant quelques principes simples de bonne utilisation.

- **En privilégiant au maximum la prévention et en respectant les bonnes pratiques d'hygiène et d'élevage**

Une alimentation suffisante et équilibrée, un logement adéquat bien entretenu, des actes de soins réalisés avec hygiène constituent des points clés pour avoir des animaux en bonne santé et résistant aux maladies.

**Suivre ces règles de base permet de moins recourir à l'utilisation des antibiotiques.**

- **En ayant obligatoirement recours au vétérinaire pour la prescription**

**Le vétérinaire est la seule personne autorisée à prescrire un antibiotique.** En cas de doute, il convient de l'appeler le plus tôt possible pour éviter d'agir trop tardivement, à un stade où l'infection ne peut plus être combattue. L'identification de l'affection en cause constitue un point clé.

L'utilisation d'un thermomètre permet très souvent la détection d'un épisode fébrile et d'une éventuelle infection bactérienne qui nécessite l'utilisation d'antibiotiques : soit suite à un examen par le vétérinaire du ou des animaux concernés, soit dans le cadre du protocole de soins.

- **En respectant la prescription**

La prescription du vétérinaire repose sur sa connaissance de la maladie et des médicaments vétérinaires. Les non-respects de la durée du traitement ou des doses prescrites sont des facteurs qui contribuent à augmenter de manière importante le risque d'apparition de phénomènes d'antibiorésistance.

**Il est donc inutile, dangereux et éventuellement coûteux :**

- d'arrêter un traitement en cours avant le terme prescrit,
- de changer de traitement de sa propre initiative sans avis du vétérinaire,
- de donner des doses inférieures ou supérieures à celles figurant sur l'ordonnance, d'influer sur le choix du vétérinaire..

La visite sanitaire bovine (VSB) doit être conduite afin de d'atteindre les objectifs ci-dessous et permettre la valorisation des réponses obtenues. Compte tenu de la durée limitée de la visite et des campagnes précédentes de visites, la VSB est spécifiquement axée sur la santé animale (en particulier la prévention de la tuberculose bovine) et l'utilisation des antibiotiques.

**1. Les objectifs pour les volets 1 à 4 « Contention, biosécurité, dépistage des mouvements, tuberculose »**

**Objectifs pédagogiques**

- Générer une discussion de sensibilisation entre l'éleveur et le vétérinaire sur les conditions de la réalisation du dépistage (contention des animaux), cela ne concerne pas tous les élevages mais c'est indispensable dans tous les élevages concernés ;
- Générer une discussion de sensibilisation entre l'éleveur et le vétérinaire sur la biosécurité comprenant :
  - l'isolement du troupeau en pâture vis à vis des autres bovins (clôtures, mélange de troupeaux) ;
  - l'isolement des animaux introduits en attendant le résultat des tests à l'introduction.

**Objectifs épidémiologiques statistiques**

- Disposer d'un indicateur de risque de biais de classement pour l'analyse des résultats d'intradermo tuberculination et identifier des programmes à mener pour améliorer la situation ;
- Disposer de mesures de facteurs de risque pour des études analytiques en complément de l'analyse des résultats de surveillance.

**2. Les objectifs pour les volets 5 à 7 « suivi sanitaire permanent et utilisation des antibiotiques »**

Le volet antibiotique de la VSB est ciblé sur deux objectifs, l'un pédagogique, l'autre d'évaluation de la mise en œuvre du décret prescription-délivrance ainsi que de la maîtrise, par les vétérinaires et les éleveurs, des modalités d'utilisation des antibiotiques, notamment les antibiotiques critiques.

Le 1er objectif doit avant tout permettre au vétérinaire sanitaire de sensibiliser, dans le cadre de la VSB, les éleveurs au risque de santé publique que constitue l'antibiorésistance. Il pourra ainsi aborder la dimension de santé publique, les objectifs de moindre utilisation et de préservation de l'efficacité des antibiotiques, le rôle de l'éleveur aussi bien dans le domaine de la prévention, grâce notamment au recours aux moyens de prophylaxie sanitaire et médicale, que dans celui du respect des mentions de l'ordonnance.

Le second objectif permettra de suivre la mise en place par l'éleveur et le vétérinaire des dispositions de l'arrêté d'application <sup>(1)</sup> du décret prescription délivrance <sup>(2)</sup>. En effet, dans ce cadre, l'ordonnance joue un rôle particulièrement important : elle doit être fiable et bien utilisée par l'éleveur.

*(1) Arrêté du 24 avril 2007 relatif à la surveillance sanitaire et aux soins régulièrement confiés au vétérinaire pris en application de l'article L. 5143-2 du code de la santé publique.*

*(2) Décret 2007-596 du 24 avril 2007 relatif aux conditions et modalités de prescription et de délivrance au détail des médicaments vétérinaires et modifiant le code de la santé publique*

**Objectifs pédagogiques**

- Générer une discussion de sensibilisation entre l'éleveur et le vétérinaire sur :
  - le respect des conditions attachées au suivi sanitaire permanent particulièrement sur celles portant sur les mesures de prévention des maladies ayant une composante bactérienne,
  - la question de santé publique et l'importance des antibiotiques critiques,
  - le respect des mentions de l'ordonnance (article R.5141-111 du code de la santé publique) et les risques d'utilisation inappropriée tels que l'auto-médication ou le sous-dosage par exemple.

**Objectif d'évaluation statistique au niveau national de la mise en place du décret prescription-délivrance et des modalités d'utilisation des antibiotiques**

- évaluation de certains aspects importants du suivi sanitaire permanent.
- Les modalités d'utilisation des antibiotiques et les risques qu'elles peuvent induire seront évalués : recours à la cascade, polythérapie et le rôle de l'ordonnance.

### 3. Les attendus de la visite, question par question

|     | <b>Valorisation attendue</b>  |
|-----|---|
| Q1  | Quantification d'un des risques d'échec de la surveillance en élevage liés aux problèmes de contention. L'interprétation est semi-quantitative et il n'est pas nécessaire de vérifier dans les DAP le nombre d'animaux non prélevés.  |
| Q2  | Documenter objectivement les risques liés à la prophylaxie et justifier des programmes d'amélioration   |
| Q3  | objectiver l'ampleur du chantier de prophylaxie en fonction de sa taille, des moyens de contention et justifier des programmes d'amélioration (on dispose par ailleurs des effectifs)   |
| Q4  | Quantification d'un facteur de risque lié au voisinage en pâture, préparation d'éventuelles enquêtes  |
| Q5  | épidémiologiques pour les DD(CS)PP (besoin exprimé par plusieurs DD(CS)PP), sensibiliser au risque  |
| Q6  | que cela représente   |
| Q7  | Question subjective, pas de valorisation analytique prévue, l'objectif est surtout de sensibiliser l'éleveur sur l'état de ses clôtures.  |
| Q8  | Quantification d'un facteur de risque lié au voisinage, préparation d'éventuelles enquêtes  |
| Q9  | épidémiologiques pour les DD(CS)PP (sur une plus grande période)  |
| Q10 |   |
| Q11 | Connaître les pratiques de terrain et sensibiliser à l'importance de l'isolement des animaux dont le statut sanitaire est inconnu   |
| Q13 | Connaître le temps nécessaire à la prophylaxie à mettre en relation avec la taille des troupeaux et les moyens de contention et justifier des programmes d'amélioration   |
| Q14 | Connaître les conditions de réalisation du dépistage et de lecture,   |
| Q15 | indicateur de biais de classement potentiel   |
| Q16 | Connaître le niveau de respect des conditions du suivi sanitaire permanent  |
| Q17 |   |
| Q18 | Évaluer la place accordée à la prophylaxie sanitaire et sensibiliser l'éleveur aux bonnes pratiques sanitaires qui permettent de diminuer le recours aux antibiotiques.   |
| Q19 | Évaluer la place accordée à la prophylaxie médicale et aux alternatives qui permettent de diminuer le recours aux antibiotiques. Sensibiliser l'éleveur à l'intérêt d'une démarche de prévention en l'invitant à comparer tous les coûts, directs (perte de revenus et de production) et indirects (le temps passé au traitement des animaux malades), liés aux affections bactériennes, à ceux des actions préventives tels que la vaccination ou l'aménagement de locaux, des niches individuelles, l'achat d'un pèse-colostrum, etc. |
| Q20 | Le vétérinaire définira les antibiotiques critiques et sensibilisera l'éleveur à leur importance en insistant sur les dangers de l'automédication.  |
| Q21 | Évaluation du recours à la cascade  |
| Q22 | Évaluation semi-quantitative des familles d'antibiotiques utilisées en élevage de bovins  |
| Q23 | Description des modalités de prescription   |
| Q24 | Évaluation de la conformité de la dernière utilisation avec l'ordonnance ayant permis la détention.   |
| Q25 | Évaluation du nombre d'antibiotiques reçus simultanément par un animal (polythérapie).  |
| Q26 | Évaluation de l'auto-médication et sensibilisation aux risques  |
| Q27 | Évaluation de l'intérêt que l'éleveur accorde à l'ordonnance  |
| Q28 | Évaluation de la qualité de l'ordonnance, du soin porté par le vétérinaire au respect des mentions obligatoires   |
| Q29 | Un des buts de l'ordonnance est de fournir à l'éleveur un support lui permettant d'administrer dans les meilleures conditions possibles les traitements. Cette question permet de vérifier si l'ordonnance est lisible  |
| Q30 | Préciser les cas où l'éleveur s'écarte des mentions de l'ordonnance pour le sensibiliser aux risques de ces pratiques.  |
| Q31 | Évaluation semi-quantitative des risques au sein de l'élevage en fonction du volume de prescription des antibiotiques.  |
| Q32 | Respect des règles de traçabilité. Cette question doit être l'occasion pour le vétérinaire d'insister sur l'intérêt du registre d'élevage en tant que support de correspondance et d'information entre l'éleveur et le vétérinaire, avec des questions du type :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>- « Présentez-vous le registre d'élevage au vétérinaire lors de ses interventions ? » ;</li> <li>- « Lors de son intervention, le vétérinaire vous demande-t-il de présenter le registre d'élevage ? »</li> </ul>            |

**Les mentions de l'ordonnance :**  
**extrait de l'article R.5141-112 du Code de la Santé Publique**

Lors de la délivrance des médicaments vétérinaires prescrits conformément aux dispositions de l'article R. 5141-111, le pharmacien ou le vétérinaire transcrit aussitôt à la suite, à l'encre, sans blanc ni surcharge, cette délivrance sur un registre ou l'enregistre par tout système approprié ne permettant aucune modification des données qu'il contient après validation de leur enregistrement. Les systèmes d'enregistrement permettent une édition immédiate à la demande de toute autorité de contrôle des mentions prévues au présent article, chaque page éditée devant comporter le nom et l'adresse de l'officine ou du domicile professionnel d'exercice vétérinaire. Les données qu'ils contiennent doivent figurer sur un support garantissant leur pérennité et leur intégrité. Elles doivent en outre être dupliquées sur deux supports distincts, le premier servant à la consultation habituelle, le second étant gardé en réserve. Les données archivées doivent pouvoir être accessibles, consultées et exploitées pendant la durée de leur conservation.

Les transcriptions ou les enregistrements comportent pour chaque médicament les mentions suivantes :

- 1° Un numéro d'ordre ;
- 2° Les nom, prénom ou raison sociale et adresse du détenteur des animaux, ou la mention " usage professionnel " ;
- 3° Le nom ou la formule du médicament ;
- 4° La quantité délivrée ;
- 5° Le nom du prescripteur ;
- 6° La date de la délivrance ;
- 7° Le numéro de lot de fabrication des médicaments ;
- 8° La mention : " médicaments remis par... " avec indication de l'intermédiaire qui remet les médicaments dans les conditions du II du présent article, lorsqu'il s'agit de médicaments autres que des aliments médicamenteux.

Le vétérinaire est dispensé de la transcription ou de l'enregistrement de ces mentions si les ordonnances qu'il rédige sur des feuillets provenant de carnets à souche ou qu'il destine à une édition informatique sont numérotées. Il est tenu de conserver les duplicatas de ces ordonnances dans les mêmes conditions que le registre ou l'enregistrement susmentionné.

Le pharmacien ou le vétérinaire, au moins une fois par an, compare la liste des médicaments entrés et sortis avec celle des médicaments en stock, toute divergence devant être consignée dans un rapport.

Les registres ou les enregistrements informatisés sont conservés pendant une durée de dix ans et sont tenus à la disposition des autorités de contrôle pendant la durée prescrite. Ces enregistrements doivent pouvoir être édités sur papier et être classés par détenteur de l'animal, par médicament et par ordre chronologique. Ils sont mis à la disposition des autorités de contrôle à leur demande.

Le pharmacien ou le vétérinaire reporte immédiatement sur l'ordonnance remise au détenteur des animaux, la date de délivrance, le numéro d'ordre sous lequel la délivrance a été transcrite ou enregistrée, ainsi que la quantité délivrée et, le cas échéant, la mention " médicaments remis par... " avec indication de l'intermédiaire qui remet ces médicaments dans les conditions du II du présent article, s'il s'agit de médicaments autres que des aliments médicamenteux, et accompagne ces mentions de ses nom et adresse. Le vétérinaire, lorsqu'il effectue la délivrance, indique, sur le duplicata de l'ordonnance qu'il conserve, la date de délivrance, la quantité délivrée, le numéro de lot des médicaments et, le cas échéant, la mention " médicaments remis par... " avec indication de l'intermédiaire qui remet ces médicaments dans les conditions du II du présent article, s'il s'agit de médicaments autres que des aliments médicamenteux.

Les indications mentionnées à l'alinéa précédent sont reportées sur l'ordonnance en cas de renouvellement.

| Dép. | Nom département | Programmées | Non réalisables | Etablissement fermé | Atelier fermé | Plus de bovins | Refus de visite | Réalisables | délai dépassé | Réalisées | Taux de réalisation | S | A | NS |
|------|-----------------|-------------|-----------------|---------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------|---------------|-----------|---------------------|---|---|----|
|------|-----------------|-------------|-----------------|---------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------|---------------|-----------|---------------------|---|---|----|

## ANNEXE 2 : BILAN QUANTITATIF DE LA CAMPAGNE 2011 DES VISITES SANITAIRES BOVINES

| Dép. | Nom département         | Programmées | Non réalisables | Etablissement fermé | Atelier fermé | Plus de bovins | Refus de visite | Réalisables | délai dépassé | Réalisées | Taux de réalisation | S    | A   | NS |
|------|-------------------------|-------------|-----------------|---------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------|---------------|-----------|---------------------|------|-----|----|
| 1    | AIN                     | 1064        | 133             | 26                  | 15            | 89             | 3               | 931         | 58            | 873       | 93,77%              | 750  | 120 | 3  |
| 2    | AISNE                   | 837         | 22              | 9                   | 0             | 13             | 0               | 815         | 87            | 728       | 89,33%              | 659  | 68  | 1  |
| 3    | ALLIER                  | 1884        | 106             | 52                  | 10            | 41             | 3               | 1778        | 54            | 1724      | 96,96%              | 1591 | 120 | 13 |
| 4    | ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE | 135         | 6               | 1                   | 0             | 5              | 0               | 129         | 9             | 120       | 93,02%              | 116  | 4   | 0  |
| 5    | HAUTES-ALPES            | 276         | 12              | 1                   | 2             | 9              | 0               | 264         | 0             | 264       | 100,00%             | 230  | 33  | 1  |
| 6    | ALPES-MARITIMES         | 58          | 9               | 4                   | 2             | 3              | 0               | 49          | 6             | 43        | 87,76%              | 24   | 17  | 2  |
| 7    | ARDECHE                 | 740         | 33              | 10                  | 1             | 20             | 2               | 707         | 41            | 666       | 94,20%              | 603  | 61  | 2  |
| 8    | ARDENNES                | 927         | 40              | 5                   | 0             | 33             | 2               | 887         | 68            | 819       | 92,33%              | 758  | 60  | 1  |
| 9    | ARIEGE                  | 694         | 33              | 13                  | 3             | 15             | 2               | 661         | 26            | 634       | 95,92%              | 575  | 57  | 2  |
| 10   | AUBE                    | 280         | 13              | 10                  | 0             | 3              | 0               | 267         | 6             | 261       | 97,75%              | 249  | 12  | 0  |
| 11   | AUDE                    | 205         | 12              | 2                   | 4             | 6              | 0               | 193         | 28            | 165       | 85,49%              | 150  | 15  | 0  |
| 12   | AVEYRON                 | 2906        | 89              | 26                  | 0             | 58             | 5               | 2817        | 127           | 2690      | 95,49%              | 2521 | 164 | 5  |
| 13   | BOUCHES-DU-RHONE        | 126         | 11              | 1                   | 0             | 9              | 1               | 115         | 23            | 92        | 80,00%              | 89   | 3   | 0  |
| 14   | CALVADOS                | 2425        | 135             | 20                  | 0             | 101            | 14              | 2290        | 146           | 2144      | 93,62%              | 1968 | 168 | 8  |
| 15   | CANTAL                  | 2484        | 92              | 31                  | 0             | 49             | 12              | 2392        | 51            | 2341      | 97,87%              | 2034 | 302 | 5  |
| 16   | CHARENTE                | 923         | 94              | 22                  | 21            | 45             | 6               | 829         | 75            | 754       | 90,95%              | 626  | 120 | 0  |
| 17   | CHARENTE-MARITIME       | 767         | 39              | 1                   | 0             | 37             | 1               | 728         | 73            | 655       | 89,97%              | 577  | 73  | 5  |
| 18   | CHER                    | 701         | 41              | 5                   | 5             | 28             | 3               | 660         | 12            | 648       | 98,18%              | 625  | 21  | 2  |
| 19   | CORREZE                 | 1914        | 143             | 68                  | 26            | 48             | 1               | 1771        | 67            | 1704      | 96,22%              | 1522 | 176 | 6  |
| 21   | COTE-D'OR               | 942         | 47              | 10                  | 0             | 36             | 1               | 895         | 212           | 683       | 76,31%              | 643  | 38  | 2  |
| 22   | COTES-D'ARMOR           | 3031        | 63              | 12                  | 0             | 40             | 11              | 2968        | 354           | 2614      | 88,07%              | 2489 | 117 | 8  |
| 23   | CREUSE                  | 1629        | 50              | 16                  | 1             | 25             | 8               | 1579        | 101           | 1478      | 93,60%              | 1302 | 174 | 2  |
| 24   | DORDOGNE                | 1892        | 128             | 28                  | 4             | 90             | 6               | 1764        | 158           | 1606      | 91,04%              | 1388 | 208 | 7  |
| 25   | DOUBS                   | 1347        | 51              | 23                  | 0             | 27             | 1               | 1296        | 29            | 1267      | 97,76%              | 1214 | 52  | 1  |
| 26   | DROME                   | 286         | 12              | 2                   | 0             | 8              | 2               | 274         | 25            | 249       | 90,88%              | 225  | 21  | 3  |
| 27   | EURE                    | 1000        | 134             | 41                  | 8             | 82             | 3               | 866         | 100           | 766       | 88,45%              | 666  | 100 | 0  |
| 28   | EURE-ET-LOIR            | 314         | 32              | 15                  | 0             | 15             | 2               | 282         | 24            | 258       | 91,49%              | 243  | 15  | 0  |
| 29   | FINISTERE               | 2414        | 129             | 50                  | 0             | 70             | 9               | 2285        | 116           | 2169      | 94,92%              | 2093 | 76  | 0  |
| 2A   | CORSE-DU-SUD            | 259         | 12              | 3                   | 2             | 6              | 1               | 247         | 10            | 237       | 95,95%              | 115  | 122 | 0  |
| 2B   | HAUTE-CORSE             | 315         | 14              | 8                   | 0             | 5              | 1               | 301         | 36            | 265       | 88,04%              | 165  | 95  | 3  |

| Dép. | Nom département    | Programmées | Non réalisables | Etablissement fermé | Atelier fermé | Plus de bovins | Refus de visite | Réalisables | délai dépassé | Réalisées | Taux de réalisation | S    | A   | NS |
|------|--------------------|-------------|-----------------|---------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------|---------------|-----------|---------------------|------|-----|----|
| 30   | GARD               | 171         | 23              | 2                   | 0             | 21             | 0               | 148         | 55            | 93        | 62,84%              | 86   | 7   | 0  |
| 31   | HAUTE-GARONNE      | 958         | 50              | 3                   | 7             | 39             | 1               | 908         | 24            | 884       | 97,36%              | 820  | 62  | 2  |
| 32   | GERS               | 1070        | 45              | 14                  | 11            | 18             | 2               | 1025        | 88            | 937       | 91,41%              | 899  | 35  | 3  |
| 33   | GIRONDE            | 640         | 57              | 15                  | 1             | 38             | 3               | 583         | 131           | 452       | 77,53%              | 382  | 68  | 2  |
| 34   | HERAULT            | 137         | 5               | 1                   | 0             | 2              | 2               | 132         | 50            | 82        | 62,12%              | 68   | 14  | 0  |
| 35   | ILLE-ET-VILAINE    | 3430        | 118             | 67                  | 9             | 34             | 8               | 3312        | 329           | 2983      | 90,07%              | 2557 | 419 | 6  |
| 36   | INDRE              | 1025        | 95              | 48                  | 7             | 35             | 5               | 930         | 166           | 764       | 82,15%              | 718  | 41  | 3  |
| 37   | INDRE-ET-LOIRE     | 445         | 22              | 2                   | 0             | 20             | 0               | 423         | 18            | 405       | 95,74%              | 381  | 23  | 1  |
| 38   | ISERE              | 1314        | 92              | 3                   | 1             | 82             | 6               | 1222        | 62            | 1160      | 94,93%              | 1038 | 112 | 7  |
| 39   | JURA               | 900         | 70              | 28                  | 0             | 40             | 2               | 830         | 57            | 773       | 93,13%              | 715  | 57  | 1  |
| 40   | LANDES             | 682         | 46              | 10                  | 7             | 27             | 2               | 636         | 21            | 615       | 96,70%              | 570  | 43  | 2  |
| 41   | LOIR-ET-CHER       | 304         | 27              | 6                   | 6             | 15             | 0               | 277         | 20            | 257       | 92,78%              | 241  | 16  | 0  |
| 42   | LOIRE              | 2069        | 179             | 51                  | 0             | 118            | 10              | 1890        | 121           | 1769      | 93,60%              | 1577 | 188 | 4  |
| 43   | HAUTE-LOIRE        | 1889        | 73              | 22                  | 1             | 45             | 5               | 1816        | 22            | 1794      | 98,79%              | 1376 | 400 | 2  |
| 44   | LOIRE-ATLANTIQUE   | 2206        | 134             | 66                  | 0             | 60             | 8               | 2072        | 291           | 1781      | 85,96%              | 1680 | 100 | 1  |
| 45   | LOIRET             | 261         | 23              | 2                   | 3             | 16             | 2               | 238         | 39            | 199       | 83,61%              | 191  | 8   | 0  |
| 46   | LOT                | 960         | 31              | 4                   | 0             | 24             | 3               | 929         | 68            | 861       | 92,68%              | 813  | 47  | 1  |
| 47   | LOT-ET-GARONNE     | 890         | 59              | 12                  | 0             | 44             | 3               | 831         | 131           | 700       | 84,24%              | 638  | 60  | 2  |
| 48   | LOZERE             | 903         | 30              | 6                   | 10            | 13             | 1               | 873         | 35            | 838       | 95,99%              | 773  | 64  | 1  |
| 49   | MAINE-ET-LOIRE     | 2231        | 106             | 44                  | 0             | 52             | 10              | 2125        | 152           | 1973      | 92,85%              | 1800 | 159 | 13 |
| 50   | MANCHE             | 4591        | 387             | 185                 | 0             | 172            | 30              | 4204        | 292           | 3912      | 93,05%              | 3545 | 351 | 14 |
| 51   | MARNE              | 349         | 37              | 4                   | 2             | 29             | 2               | 312         | 7             | 305       | 97,76%              | 241  | 62  | 2  |
| 52   | HAUTE-MARNE        | 672         | 43              | 12                  | 2             | 29             | 0               | 629         | 39            | 590       | 93,80%              | 551  | 38  | 1  |
| 53   | MAYENNE            | 3217        | 172             | 45                  | 0             | 120            | 7               | 3045        | 57            | 2988      | 98,13%              | 2780 | 175 | 6  |
| 54   | MEURTHE-ET-MOSELLE | 839         | 16              | 2                   | 0             | 11             | 3               | 823         | 70            | 753       | 91,49%              | 652  | 81  | 5  |
| 55   | MEUSE              | 913         | 82              | 7                   | 8             | 67             | 0               | 831         | 2             | 827       | 99,52%              | 717  | 109 | 1  |
| 56   | MORBIHAN           | 2759        | 118             | 42                  | 1             | 62             | 13              | 2641        | 91            | 2550      | 96,55%              | 2311 | 232 | 7  |
| 57   | MOSELLE            | 1205        | 46              | 7                   | 1             | 34             | 4               | 1159        | 82            | 1077      | 92,92%              | 901  | 171 | 5  |
| 58   | NIEVRE             | 1151        | 29              | 8                   | 0             | 16             | 5               | 1122        | 44            | 1078      | 96,08%              | 948  | 102 | 6  |
| 59   | NORD               | 1727        | 107             | 27                  | 4             | 71             | 5               | 1620        | 164           | 1456      | 89,88%              | 1361 | 90  | 5  |
| 60   | OISE               | 633         | 38              | 16                  | 1             | 20             | 1               | 595         | 87            | 508       | 85,38%              | 486  | 20  | 1  |
| 61   | ORNE               | 2128        | 148             | 44                  | 0             | 89             | 15              | 1980        | 130           | 1850      | 93,43%              | 1774 | 72  | 4  |
| 62   | PAS-DE-CALAIS      | 1960        | 72              | 19                  | 0             | 52             | 1               | 1888        | 155           | 1733      | 91,79%              | 1632 | 95  | 6  |
| 63   | PUY-DE-DOME        | 2233        | 106             | 9                   | 1             | 93             | 3               | 2127        | 311           | 1816      | 85,38%              | 1564 | 244 | 8  |
| 64   | PYRENEES-          | 3363        | 181             | 31                  | 72            | 72             | 6               | 3182        | 63            | 3119      | 98,02%              | 2870 | 242 | 7  |

| Dép. | Nom département       | Programmées | Non réalisables | Etablissement fermé | Atelier fermé | Plus de bovins | Refus de visite | Réalisables | délai dépassé | Réalisées | Taux de réalisation | S    | A   | NS |
|------|-----------------------|-------------|-----------------|---------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------|---------------|-----------|---------------------|------|-----|----|
|      | ATLANTIQUES           |             |                 |                     |               |                |                 |             |               |           |                     |      |     |    |
| 65   | HAUTES-PYRENEES       | 1265        | 43              | 12                  | 7             | 23             | 1               | 1222        | 65            | 1157      | 94,68%              | 1068 | 88  | 0  |
| 66   | PYRENEES-ORIENTALES   | 130         | 14              | 0                   | 1             | 10             | 3               | 116         | 16            | 100       | 86,21%              | 92   | 7   | 1  |
| 67   | BAS-RHIN              | 789         | 46              | 14                  | 0             | 29             | 3               | 743         | 59            | 684       | 92,06%              | 627  | 54  | 3  |
| 68   | HAUT-RHIN             | 531         | 25              | 4                   | 6             | 15             | 0               | 506         | 2             | 504       | 99,60%              | 446  | 53  | 4  |
| 69   | RHONE                 | 989         | 70              | 17                  | 1             | 49             | 3               | 919         | 59            | 860       | 93,58%              | 788  | 70  | 2  |
| 70   | HAUTE-SAONE           | 969         | 76              | 13                  | 14            | 49             | 0               | 893         | 22            | 871       | 97,54%              | 811  | 56  | 2  |
| 71   | SAONE-ET-LOIRE        | 2473        | 222             | 34                  | 76            | 105            | 7               | 2251        | 199           | 2052      | 91,16%              | 1880 | 166 | 2  |
| 72   | SARTHE                | 1741        | 86              | 26                  | 7             | 47             | 6               | 1655        | 71            | 1584      | 95,71%              | 1515 | 67  | 2  |
| 73   | SAVOIE                | 740         | 63              | 12                  | 0             | 48             | 3               | 677         | 26            | 651       | 96,16%              | 553  | 97  | 1  |
| 74   | HAUTE-SAVOIE          | 1058        | 121             | 36                  | 0             | 79             | 6               | 937         | 36            | 901       | 96,16%              | 759  | 136 | 6  |
| 75   | PARIS                 | 4           | 0               | 0                   | 0             | 0              | 0               | 4           | 4             | 0         | 0,00%               | 0    | 0   | 0  |
| 76   | SEINE-MARITIME        | 1445        | 69              | 14                  | 35            | 17             | 3               | 1376        | 127           | 1249      | 90,77%              | 1183 | 60  | 4  |
| 77   | SEINE-ET-MARNE        | 172         | 7               | 0                   | 0             | 5              | 2               | 165         | 60            | 105       | 63,64%              | 101  | 4   | 0  |
| 78   | YVELINES              | 79          | 8               | 0                   | 0             | 8              | 0               | 71          | 15            | 56        | 78,87%              | 53   | 3   | 0  |
| 79   | DEUX-SEVRES           | 1490        | 93              | 18                  | 0             | 74             | 1               | 1397        | 55            | 1342      | 96,06%              | 1227 | 107 | 8  |
| 80   | SOMME                 | 1098        | 40              | 4                   | 0             | 30             | 6               | 1058        | 147           | 911       | 86,11%              | 836  | 71  | 4  |
| 81   | TARN                  | 1119        | 35              | 9                   | 0             | 23             | 3               | 1084        | 46            | 1038      | 95,76%              | 927  | 93  | 18 |
| 82   | TARN-ET-GARONNE       | 642         | 62              | 7                   | 16            | 36             | 3               | 580         | 21            | 559       | 96,38%              | 546  | 13  | 0  |
| 83   | VAR                   | 39          | 9               | 3                   | 1             | 4              | 1               | 30          | 5             | 25        | 83,33%              | 24   | 1   | 0  |
| 84   | VAUCLUSE              | 27          | 1               | 1                   | 0             | 0              | 0               | 26          | 8             | 18        | 69,23%              | 15   | 3   | 0  |
| 85   | VENDEE                | 1902        | 80              | 21                  | 0             | 54             | 5               | 1822        | 23            | 1799      | 98,74%              | 1698 | 97  | 4  |
| 86   | VIENNE                | 574         | 36              | 11                  | 3             | 21             | 1               | 538         | 36            | 502       | 93,31%              | 408  | 92  | 1  |
| 87   | HAUTE-VIENNE          | 1704        | 143             | 33                  | 0             | 100            | 10              | 1561        | 99            | 1462      | 93,66%              | 1375 | 85  | 1  |
| 88   | VOSGES                | 1026        | 35              | 15                  | 0             | 16             | 4               | 991         | 93            | 897       | 90,51%              | 828  | 66  | 3  |
| 89   | YONNE                 | 588         | 51              | 26                  | 7             | 17             | 1               | 537         | 43            | 494       | 91,99%              | 455  | 38  | 1  |
| 90   | TERRITOIRE DE BELFORT | 119         | 2               | 0                   | 0             | 2              | 0               | 117         | 8             | 109       | 93,16%              | 107  | 2   | 0  |
| 91   | ESSONNE               | 23          | 1               | 0                   | 0             | 1              | 0               | 22          | 8             | 14        | 63,64%              | 13   | 1   | 0  |
| 92   | HAUTS-DE-SEINE        | 4           | 0               | 0                   | 0             | 0              | 0               | 4           | 0             | 4         | 100,00%             | 4    | 0   | 0  |
| 93   | SEINE-SAINT-DENIS     | 6           | 0               | 0                   | 0             | 0              | 0               | 6           | 3             | 3         | 50,00%              | 3    | 0   | 0  |
| 94   | VAL-DE-MARNE          | 4           | 0               | 0                   | 0             | 0              | 0               | 4           | 2             | 2         | 50,00%              | 1    | 1   | 0  |
| 95   | VAL-D'OISE            | 36          | 4               | 1                   | 0             | 3              | 0               | 32          | 7             | 25        | 78,13%              | 23   | 2   | 0  |
| 972  | MARTINIQUE            | 4042        | 22              | 2                   | 0             | 19             | 1               | 4020        | 3816          | 204       | 5,07%               | 160  | 43  | 0  |
| 973  | GUYANE                | 248         | 0               | 0                   | 0             | 0              | 0               | 248         | 248           | 0         | 0,00%               | 0    | 0   | 0  |

| Dép.  | Nom département | Programmées | Non réalisables | Etablissement fermé | Atelier fermé | Plus de bovins | Refus de visite | Réalisables | délai dépassé | Réalisées | Taux de réalisation | S     | A    | NS  |
|-------|-----------------|-------------|-----------------|---------------------|---------------|----------------|-----------------|-------------|---------------|-----------|---------------------|-------|------|-----|
| 974   | REUNION         | 768         | 156             | 12                  | 0             | 98             | 46              | 612         | 96            | 516       | 84,31%              | 395   | 118  | 3   |
| TOTAL | GENERAL         | 110844      | 6222            | 1724                | 433           | 3678           | 387             | 104622      | 11121         | 93497     | 89,37%              | 84787 | 8313 | 281 |